

Mexique : le palmier à huile est une affaire aux frais des plus pauvres

Depuis 2004, le gouvernement mexicain encourage l'expansion des plantations de palmier à huile. Il existe à l'heure actuelle neuf usines d'extraction d'huile de palme dans quatre États, dont six au Chiapas, principal producteur de palmier à huile du Mexique. Le gouvernement du Chiapas entend atteindre un total de 44 000 hectares plantés de palmier à huile; le gouverneur a annoncé son intention d'atteindre 100 000 hectares en 2012 et plus de 900 000 hectares à l'avenir.

Ce qui est clair est que la production de palmiers a été possible grâce au fort soutien du gouvernement, qui l'a rendue rentable. Les producteurs ont reçu des subsides directs pour se reconvertir et il y a eu des programmes de promotion commerciale, d'encouragement à l'exportation, d'information et de formation. En outre, l'Union européenne, qui s'intéresse au palmier à huile pour la fabrication d'agro - carburants, contribue depuis 2005 à l'expansion des plantations au Chiapas, plus précisément dans la zone tampon de la Selve Lacandona et dans celle de la Réserve de biosphère Montes Azules, sur la frontière du Guatemala.

Le gouvernement fédéral et celui du Chiapas affirment que les plantations de palmiers sont établies dans des zones déjà déboisées par l'élevage et par d'autres activités devenues non rentables. Or, de nombreuses activités ont cessé d'être « rentables » pour les entreprises parce que la stratégie du gouvernement a consisté à restreindre les subsides à d'autres secteurs, de manière à les pousser à planter des palmiers à huile. Le gouvernement a abandonné la campagne et les petits producteurs et, suivant la logique des traités de libre-échange, s'est centré non pas sur la souveraineté alimentaire mais sur l'agro-industrie. Le petit producteur, le paysan et l'indien restent livrés à eux-mêmes et, bien souvent, se voient obligés de contribuer à cette nouvelle dynamique avec leur terre et leur main - d'œuvre bon marché, permettant ainsi à l'agro-industrie de faire des bénéfices. Le palmier à huile ne serait pas rentable non plus s'il n'y avait pas les subsides du gouvernement, de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement (BID) qui financent des programmes tels que Procampo, dont le but est l'investissement dans les plantations de ce genre.

La monoculture du palmier « *remplace des forêts tropicales ou d'autres écosystèmes, provoquant un grave déboisement qui, à son tour, aboutit à la diminution de la diversité biologique, aux inondations, à l'intensification de la sécheresse, à l'érosion, à la pollution des cours d'eau qui s'ensuit, et à l'apparition de ravageurs à cause de la rupture de l'équilibre écologique et des modifications des chaînes alimentaires* ». En outre, les plantations de palmiers mettent en danger « *la conservation de l'eau, du sol, de la flore et de la faune. La dégradation des forêts diminue leur rôle en matière de climat et leur disparition porte atteinte à l'ensemble de l'humanité* », selon la Déclaration internationale contre la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) [<http://www.wrm.org.uy/subjects/agrofuels/>]

Declaration internationale RTSPO.pdf].

Parmi les causes du déboisement et de la dégradation des forêts, le Groupe intergouvernemental des Nations unies sur les forêts a identifié les politiques gouvernementales de substitution des forêts par des plantations industrielles d'arbres - comme celles de palmiers à huile - et le déplacement de la frontière agricole à cause de la monoculture. Néanmoins, dans la région de Montes Azules où, sur 220 000 hectares de forêt, 80 % hectares ont déjà été déboisés, le gouvernement envisage de créer « *des cordons de protection, par la mise en oeuvre de projets de production de grand impact, comme la plantation de palmiers à huile* ».

Les plantations de palmiers n'ont pas amélioré le niveau de vie de la population, elles l'ont empiré. Parmi les graves problèmes qu'elles causent figure celui de l'eau. En l'absence de services de distribution d'eau potable, les plus de 11 000 personnes qui habitent la municipalité de Marqués de Comillas, dans la Réserve de Biosphère Montes Azules, consomment surtout l'eau de sources souterraines grâce à des puits. Les plantations de palmiers, grandes consommatrices d'eau, aggravent l'approvisionnement d'eau dans la région. Ces plantations utilisent aussi de grandes quantités de produits toxiques, comme l'insecticide Endosulfan et divers rodenticides, qui finissent dans les cours d'eau. Les ouragans aggravent encore le problème quand ils font déborder les fleuves, comme il arrive dans la région de Lacandona où le fleuve Lacantún pollue les plantations de subsistance des paysans et disperse des produits toxiques dans une région riche en diversité biologique.

D'après les études de la Fundación Produce Chiapas, le revenu « d'un producteur villageois moyen qui possède sept hectares et dont la production est en moyenne de 19 tonnes par hectare » équivaudrait à 274 pesos (21 dollars) par jour, soit moins du salaire minimum mexicain par hectare. Pour planter un hectare de palmiers, le producteur doit dépenser environ 6 500 pesos (17 pesos par jour, soit 1,3 dollar). Cela comprend la plantation (préparation du terrain, achat des plants, élimination des mauvaises herbes, nettoyage des routes, application d'herbicides, repiquage manuel), la fertilisation, la lutte contre les ravageurs, l'élagage, les équipements et les services. Un tiers de la dépense correspond aux herbicides, engrais, pesticides et rodenticides. D'autre part, pendant les trois premières années il n'y a pas de production ni de récolte, et il faut attendre la huitième année pour obtenir un rendement de 100 %.

Les producteurs qui travaillent pour une entreprise huilière restent prisonniers de cette situation : l'usine de l'entreprise Palma Tica du Mexique a proposé aux producteurs de leur vendre des plants à crédit, à condition d'être le seul acheteur de leur récolte. Il est fréquent que les producteurs n'aient ni la formation ni les outils appropriés pour la récolte ; dans d'autres cas, ils n'ont même pas les connaissances ou l'information technique nécessaires pour cultiver, superviser et gérer entièrement les plantations. Souvent, les producteurs paysans et indigènes qui vendent leur production aux huileries ne sont pas protégés par des contrats, des promesses d'achat ni des assurances, de sorte que l'usine est libre de ne pas acheter leur production. D'autre part, les prix ne varient pas en fonction de la qualité du produit qu'ils livrent.

En 2008, un groupe de travailleurs de l'huilerie AGROIMSA, de la municipalité de Mapastepec, a été réprimé par la police. Un conseiller et quelques dirigeants ont été arrêtés et plusieurs sont allés en prison. Par la suite ils ont été renvoyés, ce qui a provoqué en plus un conflit du travail.

En outre, les plantations de palmiers excluent toute autre production. Dans la municipalité de Villa Comaltitlán qui, comme d'autres municipalités de la Costa, est une des principales zones d'élevage, on confirme que le déclin de l'élevage « *est dû non pas à la négligence des producteurs mais plutôt à l'introduction de cultures que l'on ne peut pas combiner avec l'élevage. Par exemple, la culture de bananiers et de palmiers à huile a fait rétrécir l'espace destiné à l'élevage et celui-ci a donc diminué* ». Au Chiapas, la monoculture du palmier a eu des conséquences désastreuses pour la production de miel dont dépendent des milliers d'apiculteurs ; la situation de ces derniers devient de plus en plus critique à mesure que les plantations se multiplient.

Elles causent aussi d'autres dégâts : dans la municipalité d'Acapetahua, M. Manuel Jiménez a dit que « *les principaux coupables de la destruction des chemins et des routes sont les transporteurs, avec leurs poids lourds chargés de pierres, de canne à sucre et de fruits de palmier à huile* ». Dans le chef-lieu de la municipalité de Mapastepec, « *À cause des tranchées creusées pour installer le drainage, le terrain s'est affaissé dans un quartier, rendant difficile la circulation et provoquant de grands nuages de poussière qui affectent la santé des voisins* ». Les habitants du quartier Gabriel Colón et Elio Ventura ont exigé à la mairie la réparation de la rue concernée où circulent surtout les camions qui transportent le palmier vers l'usine.

Il est évident que les grandes affaires se font sur le dos des plus pauvres, dans leurs terres et aux dépens des biens communs de l'humanité. Il faut mettre fin à la monoculture !

Extrait et adapté de : La palma africana en México. Los monocultivos desastrosos_, Gustavo Castro Soto, Otros Mundos, AC/Amigos de la Tierra México, 12 juin 2009. L'article complet est disponible sur : <http://www.wrm.org.uy/paises/Mexico.html#info>

Source WRM, septembre 2009